

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

AVENANT N° 51 DU 12 DÉCEMBRE 2012

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1350375M

Entre :

La CAPEB ;

La FNTP ;

La FNSCOP ;

La FFB ;

La FFIE,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{ER}

L'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics est modifié comme suit :

Le texte du paragraphe 4.4 de l'accord rédigé comme suit :

« Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les signataires se réuniront tous les 5 ans afin d'examiner les modalités d'organisation de la mutualisation, au sein de la branche, des risques définis aux titres I et IV de la première partie de l'annexe III au présent accord. »

est remplacé par le texte suivant :

« Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les signataires se réuniront tous les 5 ans afin d'examiner les modalités d'organisation de la mutualisation, au sein de la branche, des risques définis dans l'annexe III au présent accord. »

Le contenu de l'article 5 suivant :

« Les dispositions concernant l'assiette des cotisations, le versement et le recouvrement des cotisations sont détaillées dans le règlement joint en annexe III au présent accord.

A compter du 1^{er} janvier 2010, la répartition des taux de cotisation entre l'employeur et l'ouvrier, ainsi que par nature de garantie, est la suivante :

(En pourcentage.)

	RÉGIME DE PRÉVOYANCE DE BASE OBLIGATOIRE		
	Taux	Part employeur	Part salarié
Capital décès	0,207		
Rente décès	0,51		
Indemnités journalières > 90 jours	0,42		
Rente d'invalidité	0,35		
Allocation maternité des ouvrières	0,003		
Sous-total prévoyance	1,49	0,82	0,67
Indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01	0,01	
Indemnité de fin de carrière	0,59	0,59	
Action sociale	0,20	0,12	0,08
Total	2,29	1,54	0,75

est remplacé par le contenu suivant :

« Les dispositions concernant l'assiette des cotisations, le versement et le recouvrement des cotisations sont détaillées dans le règlement joint en annexe III au présent accord.

A compter du 1^{er} janvier 2010, la répartition des taux de cotisation entre l'employeur et l'ouvrier, ainsi que par nature de garantie, est la suivante :

(En pourcentage.)

	RÉGIME DE PRÉVOYANCE DE BASE OBLIGATOIRE		
	Taux	Part employeur	Part salarié
Capital décès	0,207	0,114	0,093
Rente décès	0,51	0,28	0,23
Indemnités journalières > 90 jours	0,42	0,23	0,19
Rente d'invalidité	0,35	0,19	0,16
Allocation maternité des ouvrières	0,003	0,002	0,001
Sous-total prévoyance	1,49	0,82	0,67
Indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01	0,01	
Indemnité de fin de carrière	0,59	0,59	
Action sociale	0,20	0,12	0,08
Total	2,29	1,54	0,75

et ce sans que le reste de l'article 5 soit modifié.

L'article 8 rédigé comme suit :

« Les conditions d'application du présent accord, et en particulier toutes les dispositions concernant le fonctionnement du régime de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, sont précisées par le règlement et les statuts de BTP-Prévoyance. »

est remplacé par le texte suivant :

« Les conditions d'application du présent accord, et en particulier toutes les dispositions concernant le fonctionnement du régime de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, sont précisées dans l'annexe III du présent accord intitulé règlement du régime national de prévoyance des ouvriers. Cette annexe III fait partie intégrante du présent accord. »

L'article 10 rédigé comme suit :

« Les propositions de modification du règlement visé à l'article 8 sont soumises à l'approbation du conseil d'administration.

Lorsque les modifications affectent les statuts de la caisse ou les obligations des adhérents ou les obligations et avantages des participants, elles sont transmises pour décision à la commission paritaire.

Toutes propositions de modification sont soumises à l'agrément du ministre chargé de la sécurité sociale. »

est remplacé par le texte suivant :

« Les propositions de modification du règlement visé à l'article 8 sont soumises pour décision à la commission paritaire.

Elles prennent la forme d'un avenant au présent accord soumis pour extension au ministre chargé de la sécurité sociale et au ministre chargé du budget. »

CHAPITRE II

Au sein de l'annexe III à l'accord collectif national du 31 juillet 1968, dans la partie intitulée « Règlements des régimes de BTP-Prévoyance, catégorie ouvriers », les textes suivants :

« Article 1^{er}

Objet

Les présents règlements ont pour objet de définir les modalités d'application des différents régimes proposés par BTP-Prévoyance pour la catégorie ouvriers.

Ces règlements sont les suivants :

Règlement des régimes de prévoyance comportant :

- le régime de base obligatoire institué en faveur des ouvriers et des apprentis du bâtiment et des travaux publics par l'accord collectif national du 31 juillet 1968 et ses avenants ;
- le régime collectif supplémentaire ;
- le régime garantie décès-invalidité accidentels ;
- les dispositions régissant l'action sociale.

Règlement des régimes de frais médicaux comportant :

- le régime collectif frais médicaux ;
- le régime individuel frais médicaux.

Article 2

Gestion

La gestion des régimes définis par les présents règlements est assurée par BTP-Prévoyance créée pour une durée illimitée, conformément aux dispositions figurant dans le code de la sécurité sociale.

Pour l'exécution de ses décisions, le conseil d'administration de la caisse peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à tout organisme légalement constitué conformément aux articles 24 et 25 des statuts de BTP-Prévoyance. »

sont supprimés.

Les parties suivantes :

« Règlements des régimes de BTP-Prévoyance.

Catégories ouvriers

(Annexe III de l'accord collectif national du 31 juillet 1968)

Règlement des régimes de BTP-Prévoyance catégorie ouvriers

(approuvés par arrêté du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, en date du 30 juin 1994)

Annexe III à l'accord collectif national du 31 juillet 1968

(dernière mise à jour : avenant n° 50 du 15 décembre 2011)

Première partie. – Règlement des régimes de prévoyance

Titre I^{er}. – Régime national de prévoyance des ouvriers

Titre II. – Régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers

Titre III. – Réserve

Titre IV. – Dispositions relatives à l'action sociale

Annexes

Deuxième partie. – Règlement des régimes de frais médicaux

Titre I^{er}. – Régime de frais médicaux collectifs ouvriers

Annexes »

sont remplacées par le texte suivant :

« RÈGLEMENT DU RÉGIME NATIONAL DE PRÉVOYANCE DES OUVRIERS ».

Le texte suivant :

« Première partie. – Règlement des régimes de prévoyance »

est supprimé.

CHAPITRE III

Au sein du titre I^{er} « Régime national de prévoyance des ouvriers » de la première partie « Règlement des régimes de prévoyance » des « Règlements des régimes de BTP-Prévoyance, catégorie ouvriers », de l'annexe III à l'accord national du 31 juillet 1968, la section 2 intitulée « Dispositions générales relatives aux garanties » est modifiée comme suit :

Au sein de cette section, les textes suivants :

« Article 10

Base de calcul des prestations

Toutes les prestations prévues par le présent régime sont calculées, selon les cas, en fonction :

- soit d'une valeur en point unitaire, désignée par le symbole SR (salaire de référence). La valeur du SR est fixée à 5,05 € au 1^{er} juillet 2011 (4,97 € au 1^{er} juillet 2010, 4,88 € au 1^{er} juillet 2009). Cette valeur est revalorisée, chaque année au 1^{er} juillet, proportionnellement à l'évolution du salaire moyen annuel des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (telle que définie par BTP-Prévoyance) au cours de l'année précédente ;

- soit du salaire annuel soumis à cotisations et perçu au titre de l'exercice précédant l'arrêt de travail, ou depuis l'affiliation de l'intéressé si celle-ci a eu lieu au cours de l'exercice de l'arrêt de travail. Ce salaire est appelé S, l'exercice correspondant est appelé exercice de référence. Si l'arrêt de travail intervient suite à un changement dans la durée du travail, non justifié médicalement, la date de ce changement constitue pour le calcul de S la date d'affiliation. Si l'arrêt de travail intervient au cours d'une activité à temps partiel, les éventuels planchers appliqués au calcul de la prestation sont réduits proportionnellement à cette activité ;
- soit du salaire annuel soumis à cotisations perçu au cours des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail, et incluant les indemnités de congés payés et la prime de vacances.

Article 11

Revalorisation des prestations

Les prestations d'indemnités journalières, de rente d'invalidité, de rente au conjoint survivant et de rente d'éducation sont revalorisées chaque année au 1^{er} juillet.

La première revalorisation intervient au 1^{er} juillet de l'exercice suivant celui au cours duquel ces prestations ont pris effet.

Les coefficients de revalorisation sont décidés annuellement par le conseil d'administration dans le respect de l'équilibre des régimes.

Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient notamment compte :

- pour la rente viagère issue de la rente au conjoint survivant, de l'évolution de la dernière valeur du point de retraite fixée et utilisée par l'ARRCO ;
- pour les autres prestations, de l'inflation et de l'évolution du salaire moyen des participants aux régimes de BTP-Prévoyance ;
- du solde disponible au sein de chacune des provisions pour participation aux excédents constituées en application de l'article 25.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, la charge résultant de la décision de revalorisation est imputée par priorité sur les provisions pour participation aux excédents constituées pour chacune des sections du régime national de prévoyance des ouvriers.

Conformément au premier alinéa de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, dans l'hypothèse où, par avenant à l'accord collectif national du 31 juillet 1968, les parties signataires décideraient d'une modification des conditions d'adhésion des entreprises relevant de son champ d'application, telles que prévues à l'article 4 dudit accord, les régimes de prévoyance institués par cet accord continuant, pour leurs autres dispositions, de produire leurs effets, la revalorisation des rentes en cours de service ne pourra être inférieure à celle définie en application des dispositions des alinéas précédents. Dans l'hypothèse où les modifications qui seraient apportées par avenant à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 ne permettraient plus l'application des dispositions des alinéas précédents, il appartiendra à l'avenant susvisé de définir de nouvelles modalités de poursuite de la revalorisation des rentes en cours de service.

Dans tous les cas, la charge représentée par le financement des revalorisations postérieures à la date d'effet de la modification des conditions d'adhésion des entreprises à BTP-Prévoyance sera supportée intégralement par chaque organisme assureur auprès duquel les entreprises concernées auront adhéré ou souscrit un contrat. »

sont remplacés par les textes suivants :

« Article 10

Base de calcul des prestations

Toutes les prestations prévues par le présent régime sont calculées, selon les cas, en fonction :

- soit d'une valeur en point unitaire, désignée par le symbole SR (salaire de référence). La valeur du SR est fixée à 5,15 € au 1^{er} juillet 2012 (5,05 € au 1^{er} juillet 2011, 4,97 € au 1^{er} juillet 2010).

Cette valeur est revalorisée, chaque année au 1^{er} juillet, proportionnellement à l'évolution du salaire moyen annuel des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (telle que définie par BTP-Prévoyance) au cours de l'année précédente ;

- soit du salaire annuel soumis à cotisations et perçu au titre de l'exercice précédant l'arrêt de travail, ou depuis l'affiliation de l'intéressé si celle-ci a eu lieu au cours de l'exercice de l'arrêt de travail. Ce salaire est appelé S, l'exercice correspondant est appelé exercice de référence. Si l'arrêt de travail intervient suite à un changement dans la durée du travail, non justifié médicalement, la date de ce changement constitue pour le calcul de S la date d'affiliation. Si l'arrêt de travail intervient au cours d'une activité à temps partiel, les éventuels planchers appliqués au calcul de la prestation sont réduits proportionnellement à cette activité ;
- soit du salaire annuel soumis à cotisations perçu au cours des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail, et incluant les indemnités de congés payés et la prime de vacances.

Article 11

Revalorisation des prestations

Les prestations d'indemnités journalières, de rente d'invalidité, de rente au conjoint survivant et de rente d'éducation sont revalorisées chaque année au 1^{er} juillet.

La première revalorisation intervient au 1^{er} juillet de l'exercice suivant celui au cours duquel ces prestations ont pris effet.

Les coefficients de revalorisation sont décidés annuellement par le conseil d'administration dans le respect de l'équilibre des régimes.

Chaque année, le conseil d'administration définit :

- un coefficient de revalorisation pour les rentes au conjoint survivant ;
- un coefficient de revalorisation pour les autres prestations répétitives (indemnités journalières et rentes) nées du présent régime.

Ces deux coefficients de revalorisation s'appliquent de manière uniforme à l'ensemble des prestations correspondantes, quel que soit leur exercice d'origine.

Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient notamment compte :

- pour la rente viagère issue de la rente au conjoint survivant, de l'évolution de la dernière valeur du point de retraite fixée et utilisée par l'ARRCO ;
- pour les autres prestations, de l'inflation et de l'évolution du salaire moyen des participants aux régimes de BTP-Prévoyance ;
- du solde disponible au sein de chacune des provisions pour participation aux excédents constituées en application de l'article 25.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, la charge résultant de la décision de revalorisation est imputée par priorité sur les provisions pour participation aux excédents constituées pour chacune des sections du régime national de prévoyance des ouvriers.

Conformément au premier alinéa de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, dans l'hypothèse où, par avenant à l'accord collectif national du 31 juillet 1968, les parties signataires décideraient d'une modification des conditions d'adhésion des entreprises relevant de son champ d'application, telles que prévues à l'article 4 dudit accord, les régimes de prévoyance institués par cet accord continuant, pour leurs autres dispositions, de produire leurs effets, la revalorisation des rentes en cours de service ne pourra être inférieure à celle définie en application des dispositions des alinéas précédents. Dans l'hypothèse où les modifications qui seraient apportées par avenant à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 ne permettraient plus l'application des dispositions des alinéas précédents, il appartiendra à l'avenant susvisé de définir de nouvelles modalités de poursuite de la revalorisation des rentes en cours de service.

Dans tous les cas, la charge représentée par le financement des revalorisations postérieures à la date d'effet de la modification des conditions d'adhésion des entreprises à BTP-Prévoyance sera supportée intégralement par chaque organisme assureur auprès duquel les entreprises concernées auront adhéré ou souscrit un contrat. »

Au sein de cette même section, le paragraphe suivant :

« Article 15

Plancher de versement de la prestation

Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 € pour les virements (20 € si lettre-chèque), valeur au 1^{er} janvier 2012, montant qui sera actualisé sur décision du conseil d'administration. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

est remplacé par le texte suivant :

« Article 15

Plancher de versement de la prestation

Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 € pour les virements (20 € si lettre-chèque), valeur au 1^{er} janvier 2013, montant qui sera actualisé sur décision du conseil d'administration. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

et ce sans que le reste du texte de l'article 15 soit modifié.

CHAPITRE IV

Au sein de la section 3 « Dispositions spécifiques relatives aux garanties » du titre I^{er} « Régime national de prévoyance des ouvriers » de la première partie « Règlement des régimes de prévoyance des règlements des régimes de BTP-Prévoyance, catégorie ouvriers », de l'annexe III à l'accord national du 31 juillet 1968, les articles 18 et 20 sont modifiés comme suit :

A l'article 18 « Rente au conjoint survivant », le paragraphe 18.1 « Rente initiale » suivant :

« En cas de décès d'un participant, non provoqué par un accident du travail ou une maladie professionnelle, il est versé une rente au conjoint survivant. Le montant annuel de la rente est égal à 12 % de S.

Pour ce calcul, S ne pourra être inférieur à 4 000 SR.

Le montant annuel de la rente sera calculé de telle façon que, le cas échéant, le total de la pension versée par BTP-Retraite, au titre du régime de retraite, ou par une autre institution adhérant à l'ARRCO et de la rente de BTP-Prévoyance soit égal au montant de la prestation prévue.

Pour les droits acquis dans des régimes de retraite autres que celui de BTP-Retraite, il sera procédé à un calcul fictif de points de retraite selon le règlement de BTP-Retraite.

Cette rente sera versée pendant la période délimitée par la date du décès du participant et son 65^e anniversaire. »

est remplacé par le texte suivant :

« En cas de décès d'un participant, non provoqué par un accident du travail ou une maladie professionnelle, il est versé une rente au conjoint survivant. Le montant annuel de la rente est égal à 12 % de S.

Pour ce calcul, S ne pourra être inférieur à 4 000 SR.

Le montant annuel de la rente sera calculé de telle façon que, le cas échéant, le total de la pension versée par BTP-Retraite, au titre du régime de retraite, ou par une autre institution adhérant à l'ARRCO et de la rente de BTP-Prévoyance soit égal au montant de la prestation prévue.

Pour les droits acquis dans des régimes de retraite autres que celui de BTP-Retraite, il sera procédé à un calcul fictif de points de retraite selon le règlement de BTP-Retraite.

Cette rente sera versée pendant la période délimitée par la date du décès du participant et l'âge prévu à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale. »

Au même article, le paragraphe 18.3 « Majoration sous conditions de ressources » suivant :

« Une majoration de 20 % est applicable à chaque rente tant que les ressources du conjoint survivant (hors allocations familiales et hors rente d'éducation) sont inférieures au total des avantages minimaux auquel a droit toute personne âgée d'au moins 65 ans, en application des livres VII, VIII et IX du code de la sécurité sociale. Cette majoration est automatiquement supprimée dès que le conjoint survivant remplit les conditions de droit à la retraite. »

est remplacé par le texte suivant :

« Une majoration de 20 % est applicable à chaque rente tant que les ressources du conjoint survivant (hors allocations familiales et hors rente d'éducation) sont inférieures au total des avantages minimaux auquel a droit toute personne dont l'âge répond aux conditions de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale. Cette majoration est automatiquement supprimée dès que le conjoint survivant remplit les conditions de droit à la retraite. »

A la fin de l'article 20, il est créé un paragraphe 20.3 suivant :

« 20.3. Cessation du versement de l'indemnité

Le versement des prestations cesse de plein droit à la date à laquelle cessent les prestations d'indemnités journalières de la sécurité sociale et en tout état de cause :

- à la date de reprise du travail, sauf à temps partiel pour raison médicale ;
- à la date de reconnaissance d'une invalidité ou d'une incapacité par la sécurité sociale ;
- ou à la date d'effet de la retraite de la sécurité sociale. »

CHAPITRE V

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE VI

Le texte du présent avenant sera déposé en un nombre d'exemplaires suffisant aux services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

CHAPITRE VII

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du ministère chargé du travail.

Fait à Paris, le 12 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)